



ENTRETIEN AVEC PASCAL ENGEL

Préparé et réalisé par [Dan Arbib](#)

Vrin | « [Le Philosophoire](#) »

2020/2 n° 54 | pages 11 à 30

ISSN 1283-7091

ISBN 9782353380572

DOI 10.3917/phoir.054.0011

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-le-philosophoire-2020-2-page-11.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Vrin.

© Vrin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Entretien avec Pascal Engel

Préparé et réalisé par Dan Arbib et Elena Partene

À la mémoire d'André Pessel

Ancien élève de l'ENS rue d'Ulm, titulaire d'un doctorat de l'Université Paris I et d'un doctorat d'État de l'Université d'Aix-en-Provence. Il a enseigné aux universités de Paris XII, Grenoble, Caen, Paris-Sorbonne et Genève. Ses travaux ont porté sur la philosophie de l'esprit et de la connaissance. Ses intérêts actuels portent sur la vérité, les normes épistémiques, la nature de la croyance. Il est l'auteur notamment de *La norme du vrai* (1989), *Davidson et la philosophie du langage* (1994), *Introduction à la philosophie de l'esprit* (1994) *Philosophie et psychologie* (1996), *La dispute* (1997), *À quoi bon la vérité ?* (avec R. Rorty, 2005), *Va savoir !* (2007), *Les lois de l'esprit* (2012), *Les vices du savoir* (2019). Dernier livre paru : *Manuel rationaliste de survie* (Agone, 2020). Depuis 2012 il est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et membre du CRAL.

Dan Arbib et Elena Partene : Vous avez écrit en 1998 un article dans le *Débat* qui s'intitule « Réinventer la philosophie générale »¹, pouvez-vous nous rappeler le contexte de rédaction de cet article ?

Pascal Engel : Je suis très content de pouvoir parler de cette thématique, sur laquelle j'avais en effet beaucoup réfléchi à l'époque de ce qu'on a appelé « la guerre des programmes » en philosophie, dans les années 1996-2000 : il y avait à ce moment une véritable guerre

1. P. Engel, « Réinventer la philosophie générale », *Le Débat*, 1998/4, n°101, Gallimard, p. 161.

de tranchées entre des « réformateurs » et des « conservateurs ». Tout cela est raconté dans le récent livre de Serge Cosperec qui s'intitule *La guerre des programmes*². Il y avait des prises de position sur la nature des programmes de philosophie, avec d'un côté des réformateurs qui pensaient qu'il fallait un peu changer les programmes, les resserrer, les axer sur des questions précises plutôt que de vagues « notions » et modifier le style d'enseignement de la philosophie parce que ce n'était plus accessible aux élèves, et de l'autre côté des conservateurs, menés par les Inspecteurs généraux de philosophie, qui soutenaient qu'il fallait laisser les programmes de philosophie tels quels. C'est dans ce contexte que j'ai écrit plusieurs articles, des tribunes dans *Le Monde*, et que j'ai fait des émissions de télévision pour plaider ma cause, car j'étais du côté des réformateurs. Je m'étais engagé dans l'Acireph, l'Association pour la création d'instituts de recherche en philosophie ; et si j'en étais venu à ces positions, c'est après une quinzaine d'années d'enseignement de la philosophie générale à l'Université. Voilà le contexte dans lequel j'ai produit ces réflexions sur la philosophie générale.

Et de votre côté, quel est le contexte de votre réflexion sur la philosophie générale ?

D. A. et E. P. : Le nôtre, c'est celui de la préparation aux concours de recrutement, lesquels incluent précisément une épreuve de philosophie générale. Or, nous avons remarqué qu'il y avait une théorisation insuffisante de cette pratique, c'est-à-dire qu'on n'a trouvé aucun texte exact qui arrive à préciser le contenu de cette discipline. On voit à peu près ce que signifie préparer sur un thème, sur un auteur, sur un texte, alors que la philosophie générale, justement nous paraît trop générale. Et en même temps, on en a tous l'intuition. Ajoutons que, par rapport à ce que vous évoquiez, de par notre formation, nous avons eu des professeurs qui appartenaient à la mouvance des « conservateurs », mais cela ne nous a pas empêchés de vouloir approfondir cette question. Et c'est en effet aussi sur cet aspect institutionnel que nous souhaitions vous interroger pour y voir plus clair. En 1998 dans cet article que vous avez publié dans le *Débat*, vous partiez du constat de l'enseignement de la philosophie dans les classes de Terminale, en disant qu'au fond on pouvait la rapprocher de ce qui se fait à l'Université sous le nom de philosophie générale, mais vous ajoutiez que « les enseignants

2. S. Cosperec, *La guerre des programmes (1975-2020) : l'enseignement de la philosophie, une réforme impossible ?*, Limoges, Éditions Lambert-Lucas, 2020.

d'Université ne savent pas très bien que faire de ce qui tombe sous cette rubrique », vous dites que certains la considèrent comme « le ventre mou de la discipline ». Qu'entendiez-vous par là ? Et est-ce que vous-même vous parvenez aujourd'hui à donner un sens à cette expression « philosophie générale » ou bien est-ce un faux concept dont il ne faut plus parler ?

P. E. : Il y a deux choses à dire sur ce contexte de l'enseignement de la philosophie en France et sur la philosophie générale. La première c'est qu'il me semble qu'en France, ce qu'on a toujours désigné comme étant la philosophie générale dans les universités, c'était plus ou moins une sorte de sous-produit ou d'adaptation des programmes du lycée. Historiquement, l'enseignement français de la philosophie à l'Université est un enfant direct de l'enseignement au lycée, c'est-à-dire l'enseignement dont l'agrégation est supposée être le concours princeps. Donc ce qu'on appelle à l'Université la philosophie générale, ce n'est pas autre chose que, implicitement, le programme de la Terminale de philosophie. Mais ce programme de Terminale a justement changé et son contenu a beaucoup varié d'une époque à l'autre (par exemple il y avait beaucoup de psychologie à l'époque où Durkheim et Lagneau enseignaient au lycée dans les années 1890, puis cela a disparu dans les années 1960 au profit des « sciences humaines »), et par conséquent ce concept est resté très élastique. La deuxième chose c'est que lorsque cela concerne l'agrégation, la philosophie générale désigne les thèmes que tout professeur de philosophie dans l'enseignement secondaire doit connaître. Quand on enseigne à l'Université, on enseigne (ou on enseignait) à des gens qui vont passer les concours, CAPES et agrégation ; et là aussi, il y a une sorte de programme virtuel, qui régit ce que doit savoir un futur professeur de philosophie en classe de Terminale.

Par ailleurs, il faut comprendre que « philosophie générale » se dit par contraste avec des parties plus spécialisées de la philosophie : là est tout le nœud de l'affaire. En classe de Terminale, le contraste n'existe pas vraiment, parce qu'on est supposé donner un enseignement de la philosophie qui couvre plus ou moins tous les sujets, et inclut tout le « kit » de ce qu'on croit devoir être possédé par l'élève qui a une idée de la philosophie. Mais à l'Université, ce qu'on appelle philosophie générale c'est précisément ce qui ne relève pas d'une thématique particulière ou spécialisée, ou d'une certaine technicité. Cela varie selon

les pays, mais en France ce que l'on considère habituellement comme « technique », c'est l'histoire de la philosophie, car celle-ci suppose des compétences en philologie, une maîtrise des langues anciennes et étrangères, etc. Aux USA et en GB, ce qu'on appelle philosophie générale, c'est justement ce qui n'est pas l'enseignement de la logique élémentaire par exemple, qui joue un rôle encore très important dans les départements de philosophie. La philosophie générale doit donc se comprendre par contraste avec des thématiques et un style de philosophie qui est plus spécialisé – par exemple en philosophie du langage, en philosophie morale ou en philosophie des sciences, alors qu'en France le contraste est avec, majoritairement, l'histoire de la philosophie, et donc des auteurs et des textes.

À cela s'ajoute une autre notion, que j'ai personnellement du mal à appréhender mais qui a joué un rôle très important dans l'identité française de la philosophie générale : il y a eu pendant longtemps une sorte de doctrine officieuse qui prévalait, surtout en Khâgne, c'était la doctrine d'Alain, qu'on pourrait résumer en ces termes : en réalité, tous les philosophes disent la même chose ; tous disent qu'il faut s'émanciper grâce à l'éducation du jugement. Mes professeurs de Khâgne avaient cette conception selon laquelle on pouvait s'élever aux abstractions philosophiques à partir de choses banales et ordinaires, comme un texte littéraire, une anecdote. Alain n'avait pas de notes, paraît-il, quand il enseignait au lycée Henri IV, et de même, mon professeur de khâgne arrivait avec une petite pastille de papier, sur laquelle il devait y avoir deux mots, et pendant deux heures, il dissertait sans notes à partir d'un événement qu'il avait vécu dans la journée, comme promener son chien, lire tel fait divers dans le journal, etc. Et il brodait à partir de cela. Cela peut donner le pire comme le meilleur. Mais il y a cette idée que l'élève de khâgne, comme celui de Terminale, est supposé s'élever à l'abstraction par petits degrés sur n'importe quelle sorte de sujet. Cela finit par devenir des propos à la manière d'Alain ou des essais à la manière de Montaigne : c'est un style très français, qui à mon avis n'existe pas du tout dans les départements de philosophie allemands ou même italiens. C'est une sorte de philosophie littéraire, où tout est bon à penser. On va parler aux élèves des passions, de la morale, on va les amener à des réflexions profondes, mais sans jamais lui donner de références ou de savoir spécialisé. Cela aussi a joué un grand rôle dans la manière dont on a compris la philosophie générale.

Pour ma part, j'ai une conception de ce que cela devrait être, parce que je pense que la notion de philosophie générale telle qu'elle est reste

assez confuse, notamment parce qu'elle est le produit d'influences très variées. Je pense qu'on peut en donner une conception normative, qu'on peut la discipliner, et qu'on peut construire quelque chose du genre de ce que j'appellerais volontiers « un canon » – bien plus encore qu'un *organon* – de ce qu'on doit savoir avant d'aborder des parties plus spécialisées de la philosophie.

D. A. et E. P. : Nous nous sommes demandé si nous pouvions mieux circonscrire cette notion à partir d'une perspective comparative : pour vous qui connaissez très bien le monde anglo-saxon, y a-t-il un équivalent de ce qu'on appelle la philosophie générale ? Quelles en sont la spécificité et la différence avec ce qu'en France on appelle philosophie générale ? Peut-être par méconnaissance ou préjugé, nous avons pensé que la philosophie générale dans le monde anglo-saxon pouvait recouvrir l'enseignement de la logique : est-ce exact ?

P. E. : Il y a aussi en effet un concept de philosophie générale dans d'autres pays que la France. Il n'est pas tout à fait le même. Par exemple, dans les départements anglophones, on a aussi quelque chose qui s'appelle philosophie générale : c'est ce que les Américains appellent « *philosophy 101* », qui est une introduction à la philosophie et à des thématiques dites générales.³ En Italie, c'est très différent parce que les Italiens sont très historiens ; leur programme de Terminale est un programme extrêmement historique avec une sorte de panorama des grandes doctrines, comme dans les encyclopédies : ils ont une compréhension très historique de la philosophie, avec plus d'accent mis sur les langues anciennes, les Humanités classiques, ce qui fait qu'ils sont bien meilleurs que nous sur la lecture de textes latins et grecs.

Par rapport à la logique, il y a bien dans les départements de philosophie anglophones, ou en Scandinavie et en Allemagne, qui calquent beaucoup leur enseignement sur le système américain, une forte présence de la logique, mais tout dépend de ce qu'on entend par

3. On en a une assez bonne idée avec des manuels comme celui de A. Morton, *Philosophy in Practice*, (Blackwell, 2^e éd. 2003) qui organise ses sujets ainsi : doute et certitude, sources de conviction, la raison et le rationalisme, rationalisme et relativisme en morale, l'utilitarisme, le kantisme en morale, l'empirisme, l'objectivité, matérialisme et dualisme. Ou bien avec le petit livre de Simon Blackburn, *Think*, Oxford 1999 traduit en français (*Penser*, Flammarion 2000), dont la table des matières est assez prévisible : la connaissance, l'esprit, la liberté, le moi, Dieu, le raisonnement, le monde, que faire ? Rien de très différent de nos manuels français, mais le style est bien distinct.

là. Ce que les départements anglo-saxons appellent philosophie générale comprend toujours en partie ce qu'on appelle en anglais *critical thinking* et cela se rapproche de ce que nous appelons l'analyse des concepts : chez eux cela désigne l'analyse des concepts et des arguments, c'est-à-dire l'usage du discours et du raisonnement, qui ne passe pas pour autant par la logique au sens technique du terme. Le cours de *critical thinking* ne dispense pas un apprentissage de la logique mathématique par exemple ; le cours de logique est autre chose, qu'on apprend aussi en première année, mais qui est séparé. Le cours de *critical thinking* comprend aussi, comme dans notre programme de Terminale, quelques sujets généraux empruntés à une partie plus spécialisée de la philosophie : on va, par exemple, parcourir un grand thème d'étude canonique (la justice, le devoir, le bien) ou un grand auteur canonique (Platon, Aristote, Descartes, Hume). Dans son esprit, cet enseignement n'est donc pas si différent de ce qu'on a en France : on donne aux étudiants une idée de ce que sont les problèmes philosophiques sur la base de quelques grands thèmes. Puis, dans les départements anglophones, ils auront en deuxième année un cours d'éthique par exemple, mais ce cours d'éthique se spécialisera sur une notion particulière. Par exemple, il discutera le problème de la volonté dans les théories morales, ou bien il discutera une doctrine comme l'utilitarisme ou la philosophie de Kant. Il y a donc l'idée d'une focale qu'on fait varier, avec une sorte d'apprentissage dans lequel on n'entre pas dans tous les détails techniques ou historiques : c'est une philosophie non professionnelle au sens où on ne fait pas déjà entrer l'étudiant dans une spécialité. Ce n'est donc pas si différent de la philosophie générale française, à ceci près que chez nous la philosophie générale entretient des rapports particuliers avec l'histoire de la philosophie. Si dans mon article je parlais de « ventre mou » pour désigner la philosophie générale dans l'université, c'est parce qu'il y a une tentation chez les Français d'introduire le plus possible d'histoire de la philosophie dans la philosophie générale : on a envie, quand on va traiter du problème de la subjectivité et du moi, d'entrer plus spécifiquement dans l'analyse de textes de Montaigne, Descartes, Pascal, etc. C'est en ce sens que la philosophie générale est menacée sur toutes ses frontières, elle est comme un marécage, pour employer une autre image, du fait de l'existence de ces disciplines professionnelles. Je me souviens quand j'écrivais cet article en 1998, j'enseignais à l'université Paris IV, et j'avais remarqué, en tant que responsable des enseignements, que certains enseignants à qui l'on confiait la philosophie générale voulaient y enseigner leur

thématique particulière, par exemple tel courant psychologue en Allemagne au XIX^e. D'autres collègues, ayant par exemple à traiter de la subjectivité, faisaient un cours intégralement sur Descartes. Finalement, l'étudiant avait un cours d'histoire de la philosophie, et pas un cours de philosophie générale. Mais le même problème existe dans le monde anglophone : vous avez bien du mal, quand un jeune collègue a fait sa thèse sur la méta-éthique, à l'empêcher de passer son année sur Derek Parfit ! Donc la difficulté de la philosophie générale c'est qu'elle est en permanence mangée par des tentations de spécialisation. Les enseignants ont toujours un grand mal à s'abstraire des spécialités, ce qui fait que les étudiants, aujourd'hui comme jadis, ont beaucoup de mal à comprendre ce qu'est « la première leçon » de l'agrégation. Quant à moi je me souviens, le sujet de ma première leçon était « La dialectique » : on est supposé parler de la dialectique chez Platon, chez Hegel, ou de la dialectique transcendantale chez Kant, mais en même temps, on n'est pas supposé en parler ; en fait, on est censé avoir un concept déjà épuré ou digéré de la dialectique. C'est assez absurde quand on y pense, mais c'est l'héritage d'Alain. Quand vous lisez Alain, il y a toujours en fait une référence implicite soit à Spinoza, soit à Kant, qu'il ne dit pas, un peu comme quand on parle de sexe par allusion, mais où tout le monde voit ce dont il s'agit. Cette doctrine peut donner le pire comme le meilleur, et je pense qu'elle peut donner le meilleur si on a une espèce de canon. Or, on n'a pas ce canon si on n'a pas une conception implicite de ce que sont les sujets et les doctrines importants en philosophie.

D. A. et E. P. : Justement, avant d'approfondir ces perspectives de réponse, je voudrais revenir sur la partie critique de votre propos. Dans l'article cité au début, il y avait des critiques de fait et des critiques de droit. Si je vous comprends bien, une des critiques de fait consiste à dire que la philosophie générale s'enseigne tantôt comme une discipline extrêmement spécialisée, tantôt, comme l'exact contraire, à savoir la doctrine d'Alain, qui ne nomme personne, qui n'est pas savante, qui se pique d'un refus total de toute érudition. Vous mettez donc le doigt sur la contradiction des interprétations de la philosophie générale, qui s'autorisent des mêmes modèles et aboutissent pourtant à des pratiques totalement divergentes.

P. E. : Chaque philosophe a sa propre conception de la philosophie générale, qu'il considère comme une abstraction par rapport à ses doctrines particulières. Prenez la *Propédeutique philosophique* de

Hegel : c'est *modo hegeliano* un ouvrage de philosophie générale. Dans un cours de philosophie générale donné par un logicien, l'accent sera mis sur d'autres aspects. Ma critique consiste à dire qu'avec toutes ces pressions qui viennent des spécialités ou des thématiques particulières de chacun, la philosophie générale est prise en sandwich, entre d'une part les savoirs et les thématiques particulières, voire même les doctrines ou les articles de foi de tel ou tel philosophe, d'autre part cet idéal impossible consistant à pouvoir parler de tout sans références. On est entre Charybde et Scylla. Pour ma part, je défendais dans mon article l'idée d'une philosophie générale par laquelle on puisse espérer une pratique commune et un accord sur les choses les plus importantes en philosophie. Autrement dit, il faut s'asseoir à une table et se demander ce qui est vraiment essentiel en philosophie : il faut bien apprendre quelques notions d'éthique et de politique, quelques notions de métaphysique, quelques notions de psychologie philosophique, quelques notions d'apprentissage du raisonnement, et quelques notions sur l'histoire des doctrines. Il y avait un tel équilibre dans les programmes de Terminale jadis, mais à partir des années 1960, cet équilibre s'est rompu parce que chacun avait pour ainsi dire son propre plan. Il n'y a désormais plus du tout de consensus : quand j'ai commencé à enseigner la philosophie au lycée au début des années 1980, ce consensus avait déjà disparu. Certains enseignants faisaient cours toute l'année sur Freud, par exemple. Ils pensaient que leur liberté de professeurs les autorisait à cela. On est passé d'un extrême à l'autre : d'un programme très rigide, dans lequel il fallait en passer par les lieux communs de la psychologie, les passions, la perception, etc. à une liberté un peu totalitaire.

D. A. et E. P. : Justement, nous voudrions écouter votre analyse sur cette liberté pédagogique, qui semble être un cadeau empoisonné : vous identifiez, chez les professeurs de philosophie, la perte « d'un référentiel commun » pouvant assurer une univocité des exigences et des attentes face aux élèves. Est-ce que le relativisme a gagné la communauté des philosophes ? Pourquoi n'y a-t-il plus d'accord, au sein de la communauté des professeurs, sur ce qu'est la philosophie et sur ce qui constitue son socle fondamental, alors qu'il y en avait naguère ?

P. E. : Je ne suis pas sûr qu'un consensus parfait ait existé même pendant le siècle d'or de l'enseignement de la philosophie, entre

1863 et les années 1960 (disons entre Lachelier et Canguilhem). Mais c'est vrai qu'il y avait un programme sur lequel la plupart des professeurs s'accordaient. C'était une liberté surveillée, dont on s'accommodait fort bien car on s'accordait sur le fond, l'idéalisme français tantôt rationaliste tantôt spiritualiste. Il faut aussi préciser que cet enseignement ne concernait qu'environ 10 % d'une classe d'âge. Il était plus facile de trouver un accord sur un socle commun quand le niveau des élèves était plus uniforme, qu'ils avaient été formés à ce qu'on appelait « la rhétorique » et savaient distinguer la rhétorique de type sophistique et une analyse de concepts précise. La philosophie n'était pas pour autant une discipline pure et abstraite qui avait ses propres thématiques coupées du reste : on prenait des éléments aussi en sociologie, en psychologie, etc., dans la mesure où cela éclairait telle partie de la philosophie canonique. Dans les 60, il y a eu une extension énorme des programmes : ils ont commencé à inclure de la psychanalyse, du marxisme, etc. Et parallèlement, les effectifs ont considérablement augmenté, puisque de 10 % d'une classe d'âge, on est passé en un demi-siècle à la quasi-totalité d'une classe d'âge allant au lycée : il y a désormais deux millions d'élèves qui ont un cours de philosophie. Évidemment, cela n'a pas été sans influencer sur les contenus.

Le symptôme de cette désagrégation de la communauté philosophique c'est que moins cette philosophie générale a été comprise, moins elle a été enseignée dans les classes de Terminale, moins l'agrégation a eu un rôle paradigmatique, et plus la philosophie médiatique s'est développée. Mon diagnostic c'est que certains ont profité de cette décadence de la philosophie générale, entendue comme programme de philosophie sur lequel tout le monde puisse s'accorder, pour venir s'y substituer et proposer au grand public des discours oiseux. Qu'il y ait une volonté de vulgarisation, cela ne me posait pas de problème au début, mais maintenant certains viennent proposer dans les médias leur philosophie générale, qui est une sorte de bouillie et qui n'est autre chose que leur propre opinion. La liberté, avec le temps, est devenue liberté de parler de n'importe quoi n'importe comment. Du général on est passé au vide.

D. A. et E. P. : Parlons de ce que vous proposez positivement pour la philosophie générale. Qu'est-ce qu'un bon enseignement de la philosophie générale ?

P. E. : Ma doctrine est que la philosophie générale repose sur un certain nombre de questions fixes, à partir desquelles on peut faire des variantes, exactement comme une partition musicale sur la base de laquelle on a une certaine liberté, mais qu'il faut quand même suivre : on ne peut pas jouer le *Boléro* de Ravel à partir d'un Quatuor de Beethoven. Je ne vais pas faire un programme (il y a eu assez de querelles là-dessus) mais il me semble que l'élève devrait au moins apprendre le sens de quelques termes précis, comme « utilitarisme », « kantisme », « matérialisme », « libre arbitre », « déterminisme » et d'avoir une vague idée de ce que c'est que confirmer une hypothèse, faire un raisonnement, énoncer un paradoxe, et donner une preuve de l'existence de Dieu. En ce sens, ma doctrine était la même que celle des conservateurs, mais les conservateurs s'étaient braqués sur cette liberté totalement abstraite du professeur de philosophie, qui se revendiquait comme ayant le droit de parler de tout ce qu'il voulait.

Je pense que même si la philosophie générale a toujours été menacée, il peut en exister une version assez ferme et solide pour constituer un socle. Dans mon article, j'ai proposé à l'époque quelque chose qui a été très critiqué et qu'on m'a beaucoup reproché : l'idée d'une « scolastique ». Ce que je voulais dire c'est que, au moins, dans la scolastique on savait ce qu'était telle ou telle notion de base : il y avait certains ponts aux ânes, pour ainsi dire, par lesquels il fallait passer. Je ne veux pas dire qu'il faudrait que l'élève sache ce que c'est qu'un prédicable ou ce que sont les catégories, ou qu'il sache ce qu'est un universel, mais au fond ce n'est pas inutile de le savoir. Nous avons bien aujourd'hui en philosophie contemporaine des scolastiques : la philosophie analytique est une scolastique, la phénoménologie est une scolastique, le marxisme fut une scolastique, même la philosophie de la sociologie est une scolastique. Ce qu'il y a de bien dans une scolastique, c'est qu'il y a un certain nombre de questions obligées, dont on peut bien sûr se démarquer par la suite. Jamais la scolastique n'a empêché la créativité. C'est bien ce qu'on voit dans la philosophie du XVII^e siècle : les philosophes ont appris la scolastique, ils en ont été nourris, mais cela ne les a pas empêchés de s'en débarrasser ; c'est la même chose pour les post-wolffiens en Allemagne.

D. A. et E. P. : Mais, dans ce cas, peut-on dire que vous êtes plus conservateur que les supposés conservateurs ?

P. E. : Bien entendu. Je suis encore plus conservateur qu'eux, et ce que je leur reprochais, c'était de défendre une conception de la philosophie qui, au nom d'une philosophie générale mal conçue, finissait par dissoudre complètement la philosophie comme savoir. Par exemple, j'ai publié un papier là-dessus l'année dernière⁴ et j'y défendais l'idée qu'il y existe bien un savoir philosophique positif, pour ainsi dire : il y a des choses qu'on sait et qu'il faut transmettre. Les conservateurs s'y opposaient parce qu'on ne doit pas apprendre de la philosophie, mais apprendre à philosopher, selon la célèbre formule kantienne. C'est un peu comme si on disait à quelqu'un : « Nage ! », mais sans lui apprendre aucun type de nage, et sans qu'il sache s'il doit nager la brasse, le papillon, etc. Or, il y a bien différentes sortes de « nages » en philosophie, qu'il faut apprendre, parce que la philosophie ne se résume à des réflexions mondaines faites avec chic. En ce sens, je suis en effet plus conservateur et traditionnel que lesdits conservateurs, qui ne voulaient rien formaliser ni spécifier. L'Acireph, au contraire, proposait de restreindre les programmes et de s'en tenir à un petit nombre de notions de base, qui permettait précisément d'inculquer aux élèves le socle fondamental du savoir philosophique.

Pour vous donner une anecdote, je me souviens une fois avoir enseigné la philosophie générale à l'université de Grenoble et j'avais une jeune étudiante venant de Grande-Bretagne qui est venue me voir dans le plus grand désarroi parce qu'elle n'arrivait pas à comprendre comment la dissertation de philosophie générale pouvait inclure *la totalité* de la philosophie ; et c'était pourtant l'horizon d'attente qu'on lui avait donné.

D. A. et E. P. : Ce qui est étrange c'est qu'ayant nous-mêmes été formés par des professeurs appartenant au camp des conservateurs, nous savons bien qu'ils souscriraient à tout ce que vous dites. On se demande donc si cette opposition n'était pas une guerre de tranchées ayant hypostasié des positions artificiellement contradictoires, alors qu'en réalité elles étaient tout à fait conciliables, et même complémentaires.

P. E. : Ils n'y souscrivaient pas néanmoins, et m'ont durement critiqué, même si je me suis bien entendu avec certains. Je m'accordais

4. P. Engel, « Peut-on enseigner un savoir philosophique ? », dans R. Künstler (dir.), *Qui enseigne qui ? Pour une pédagogie inverse de la philosophie*, Limoges, Éditions Lambert Lucas, 2019.

aussi avec les conservateurs sur la manière de comprendre et d'utiliser l'histoire de la philosophie : je partage l'idée qu'il ne doit pas y avoir une prééminence obligatoire de l'histoire de la philosophie. Mais simplement les conservateurs auxquels je m'opposais à l'époque avaient cette idée de liberté absolue du professeur qui, si elle n'est pas contrainte par un cadre, peut devenir totalement subjective. Au contraire, ce que l'on défendait à l'Acireph, c'est la nécessité d'un « kit » commun. Personnellement, je préférerais qu'il y ait un mauvais programme, ou un programme dirigé selon des orientations philosophiques qui ne sont pas les miennes, plutôt qu'une indécision totale, parce qu'alors on saurait au moins à quoi s'en tenir.

Il y avait tout de même aussi une opposition très forte sur l'exercice de la dissertation : là encore, j'ai développé mes positions ailleurs⁵. Je pense que la dissertation n'est pas un exercice de rhétorique ; or il y avait de nombreux professeurs conservateurs qui ne voulaient absolument pas que l'on codifie les règles de la dissertation, afin que la dissertation manifeste le « brio » de l'élève. Je pense que l'on a abusé de cela, notamment en classes préparatoires, où parfois la dissertation pouvait confiner à la jonglerie conceptuelle. D'ailleurs, le résultat psychologique chez les élèves comme chez les parents était très clair : personne ne comprenait vraiment sur quoi les élèves étaient évalués. Cela produit donc aussi un manque de confiance dans l'institution qui me semble néfaste.

Dans les autres pays, il y a une sorte de feuille de route dans les départements de philosophie, qui ne choque personne, et cela en partie parce que la philosophie n'est pas prédéterminée, comme chez nous, par ces dissensions autour de l'enseignement de la philosophie en Terminale. Le cours d'introduction à la philosophie aux États-Unis, qui se fait au *college*, est assez rigide : on n'a pas une liberté totale. Il est, de ce fait, assez ennuyeux. Mais ne faut-il pas un peu d'ennui pour apprendre ?

E. P. et D. A. : D'après ce que vous nous expliquez, on peut aller jusqu'à se demander si ce que vous disiez sur le manque de consensus au sein de la communauté des philosophes n'est pas une brèche ouverte en faveur d'un certain militantisme. La liberté, d'après ce qui ressort, a ouvert la porte au règne de la préférence subjective : chacun parle d'un auteur, d'un thème, d'un objet, qui lui tient à cœur.

5. P. Engel, « Y a-t-il une vie après la dissertation ? », *Côté philo*, n° 9, 2006.

P. E. : La liberté abstraite a pour contrepartie de faire considérer comme une contrainte épouvantable d'avoir à enseigner des choses sur lesquelles on n'a pas travaillé et pour lesquelles on n'a pas de prédilection particulière. Mais un enseignant intéressé uniquement par l'épistémologie et la logique devrait s'abstenir de faire un cours sur la logique et l'épistémologie ! Pour vous donner un exemple, je me souviens qu'une année à Paris IV, nous étions convenus entre professeurs d'échanger nos rôles : j'interrogeais les étudiants sur Schelling et des collègues spécialistes de Schelling interrogeaient mes étudiants en philosophie analytique : cela m'obligeait à examiner vraiment ce que les étudiants disaient sur Schelling, et cela obligeait les étudiants à voir autrement et à comprendre vraiment ce qu'ils disaient. On devrait donc avoir un socle de base, tel que tous les enseignants seraient capables de circuler dans la philosophie et de ne pas être fixés à leur spécialité.

E. P. et D. A. : Que peut-il y avoir dans un cours de philosophie de première année ?

P. E. : C'est une question importante et on en a une idée assez claire. J'ai par exemple préfacé la traduction française de Jay F. Rosenberg, *Philosophie. Kit de Démarrage* (Markus Haller, 2018) : c'est une espèce d'introduction à la philosophie qui ressemble au *critical thinking* dans le monde anglo-saxon, l'apprentissage du raisonnement. L'essentiel est qu'il y a une sorte de continuité et de fixité dans l'enseignement de la philosophie. L'idée qu'on puisse enseigner quelque chose de fixe est importante, il faut qu'il y ait un socle de base. Mais comment le déterminer ? Beaucoup considèrent que la logique ne fait pas partie de la philosophie, comment c'était du moins le cas de mon temps : au nom de cette idée absurde l'épreuve de logique a été supprimée à l'École normale, alors qu'on peut parfaitement enseigner la logique de la manière intelligente, en la rattachant à certains grands problèmes de philosophie, sans formalisme ; évidemment, cela suppose un travail, mais c'est très intéressant. Ce socle, pourtant assez clair, n'est pas facile à déterminer parce que nous ne sommes pas d'accord sur les choses importantes, qu'on n'a pas beaucoup de temps, etc. Mais à mon sens, on devrait avoir, par exemple, la panoplie minimale suivante : connaître (croyance, certitude, savoir) ; raisonner (inférer, argumenter, prouver) ; agir (désir, intention, volonté, action) ; liberté (libre arbitre, déterminisme), morale (bien, mal, devoir), gouverner (autorité, bien commun), et donner des contenus de doctrines associés et quelques

accents sur des concepts centraux (comme causalité ou vérité). Vous me direz que ce n'est pas bien différent des « notions » sur lesquelles nous sommes écharpés des années, entre professeurs. Mais j'insisterais sur l'idée que les philosophes ont des doctrines et des arguments, ce qui n'empêche pas, par contraste, de voir toutes les limites de l'activité de formuler une doctrine et des arguments.

E. P. et D. A. : Oui, mais nous permettez-vous une question critique ? Dans l'article du *Débat*, vous donniez comme exemple d'approche de cadre structurant l'enseignement de la philosophie morale l'opposition entre émotivistes et réalistes. Or nous avons appris, et c'est peut-être le résultat d'un enseignement de la khâgne, qu'il fallait se méfier des étiquettes : tout est toujours plus souple, plus fluide, et il est impossible en toute rigueur d'assigner une philosophie à une case en *-isme*. Bref, les éléments du cadre que vous suggérez ne sont-ils pas des étiquettes propres à former des oppositions trop schématiques, et dont de surcroît il sera difficile de s'émanciper ?

P. E. : Je ne crois pas : on s'émancipe à partir des oppositions parce qu'on les a apprises. Descartes l'a montré, avec sa manière de s'émanciper de l'enseignement des Jésuites ! Tout philosophe ne doit-il pas avoir une idée des principales formes de preuves de l'existence de Dieu ? On peut dire que ces catégories écrasent la pensée, la subtilité, etc., mais on s'écarte de ces carcans après-coup, ce sont des échelles que l'on peut éventuellement rejeter en approfondissant la philosophie. Je ne dis pas que tout soit centré sur l'opposition entre conceptions réalistes et subjectivistes, mais celle-ci me paraît la base de ce qu'on appelle la *méta-éthique* (qui se demande ce que sont les distinctions éthiques, si elles dépendent de nous ou si elles sont objectives et indépendantes) : c'est un découpage possible, il y en a peut-être d'autres, mais il faut en faire un ! Autrement, tout est dans tout, selon une philosophie très « à la française », c'est-à-dire un type de philosophie où vous exprimez une manière de vision subjective. C'est pourquoi les Français adorent Rousseau, Bergson, Alain : comme chez Debussy, les choses sont brouillées, ne sont pas nettes ; ce n'est pas un jardin à la française mais un petit jour sur les bords de la Loire. Je préfère des choses plus tranchantes, et je ne trouve pas cette espèce de scolastique soit trop contraignante. J'ai rencontré des philosophes qui pensaient qu'on pouvait tout axiomatiser : c'est évidemment absurde

mais il n'est pas inutile d'avoir des axiomatiques ou des structures, quitte à les rejeter ensuite.

E. P. et D. A. : Aucun professeur ne devrait s'en passer ?

P. E. : En effet ; sans quoi le professeur se donnerait inévitablement l'air d'un penseur créateur, individuel. Certains professeurs sont créateurs, certes, mais d'autres non, qui peuvent être utiles aussi et qui ont besoin de la distinction utilitarisme/déontologisme, émotivistes/réalistes, etc. Certes, on perdra une certaine forme de panache typiquement français, ce panache qui a fait la gloire d'un Michel Serres ou de certains philosophes de télévision qui exposent ce qu'ils appellent « ma philosophie ». Comme si un philosophe devait nécessairement avoir sa philosophie ! Il doit tout de même être permis d'enseigner celle des autres. L'autre partie du militantisme en philosophie dont nous parlions tout à l'heure est donc le subjectivisme. Or, on peut enseigner la philosophie comme on enseigne les mathématiques ou l'histoire, et garder ses propositions et ses centres d'intérêt pour soi-même. C'était d'ailleurs assez propre aux meilleurs professeurs que j'ai eus : l'enseignement n'était pas une expression de leur subjectivité.

E. P. et D. A. : En lisant votre ouvrage, *La dispute*, qui oppose la philosophie continentale et la philosophie analytique, on s'aperçoit qu'il y a des passerelles entre philosophie générale et philosophie analytique, et finalement une plus grande capacité de la philosophie analytique à donner un corps à la philosophie générale. Ce constat conduit à interroger le statut de l'histoire de la philosophie. Notre question ne serait pas : est-il possible d'accorder philosophie et histoire de la philosophie, mais plutôt l'inverse : pourquoi, d'après vous, l'histoire de la philosophie est-elle néfaste à la philosophie ? Quel vice de pensée un enseignement de la philosophie qui se réduirait à son histoire induit-il ?

P. E. : Il y a vice de pensée quand l'enseignement et la pratique de la philosophie se réduisent à son histoire. Réduire la philosophie à son histoire, défendre l'idée qu'il n'y a pas de philosophie sans récit ni fil historique (que l'approche soit continuiste ou discontinuiste revient au même) revient à soutenir qu'il faut toujours déterminer la genèse des idées avant de les exposer, ou qu'on ne peut les exposer qu'en retraçant leur profil historique. C'est vrai, en partie mais cela ne suffit pas, ni même n'est nécessaire. Prenez l'opposition entre universalisme (il y a des universaux réels) et nominalisme (il n'y a que des individus) :

si l'on expose cette doctrine uniquement de la manière dont elle a été pensée, on va certes apprendre de la philosophie ; c'est par exemple la position d'Alain de Libera, selon laquelle il est impossible d'exposer ces concepts sans les situer dans des totalités historiques ou des textes. Je pense au contraire qu'on peut s'abstraire de ces contextes et donner des formulations relativement indépendantes des situations historiques et contextuelles – je dis *relativement*, car il est vrai qu'à chaque époque ou contexte le débat s'est posé autrement. Mais cette évolution même présuppose de s'abstraire de la variété historique des formulations. De plus, dans la philosophie médiévale, il y a une grande continuité de formulations, canoniques, jusqu'au XVII^e s., si bien qu'il est relativement possible d'abstraire les concepts de corpus historiquement donnés. Je m'oppose donc aussi à ce que j'appellerai la philosophie *par incarnation* : telle notion, comme « la conscience » ou « la subjectivité », tel concept comme l'« *a priori* », doivent quasi systématiquement être pensés dans leur lien avec un certain type de texte, de problème : l'*a priori* renvoie toujours à Kant, comme s'il n'y avait pas d'autres auteurs avant et après Kant, et comme si on ne pouvait pas proposer une analyse générale de cette notion. J'ai toujours trouvé difficile comprendre une philosophie qui ne ferait que répéter l'histoire, comme celle que prônent nos meilleurs historiens, dont la valeur n'est pas en cause, mais qui la suivent pas à pas, comme des détectives en filature, alors qu'à un moment il faudrait juger face au Tribunal de la raison.

E. P. et D. A. : Mais cela veut-il dire qu'il existe une *philosophia perennis* et que la philosophie générale serait cette *philosophia perennis* ?

P. E. : Non, évidemment, il faut connaître les doctrines, les resituer et être capable de les restituer. Le problème de la liberté ne se pose pas de la même manière chez les Grecs et à partir de Descartes ; de même celui de la croyance ne se pose pas dans les mêmes termes selon que vous discutiez de l'assentiment chez les médiévaux et Descartes, et la croyance après Hume au XIX^e siècle. Ces connaissances sont nécessaires mais il faut les *calibrer*. Si j'ai été très militant contre l'histoire de la philosophie, c'est contre l'histoire de la philosophie *exclusive*. Autre exemple : prenez la notion de raison : la plupart disent qu'elle a une histoire et qu'on ne peut pas en parler « dans l'abstrait ». Je ne suis pas d'accord : on peut donner un certain nombre de critères

généraux et abstraits de ce qu'est la raison, ce qui ne veut pas dire qu'on ne doit pas connaître les incarnations dont la raison a été l'objet. C'est un équilibre difficile à atteindre, mais on doit viser les deux.

E. P. et D. A. : Mais alors vous êtes aussi critique d'une certaine manière de faire de la philosophie dans le monde anglo-saxon ?

P. E. : Absolument. Je me suis opposé non seulement aux Français quand ils faisaient trop d'histoire de la philosophie, mais aussi aux Anglo-saxons quand ils ne connaissaient rien à l'histoire de la philosophie : on ne peut pas parler de l'âme et du corps sans avoir la moindre idée de ce qu'ont écrit Descartes, Spinoza ou Leibniz. La philosophie générale peut et doit inclure à la fois ce socle abstrait et scolastique, et être capable de donner des indications historiques. Je crois très fermement qu'il existe des constantes dans l'histoire de la philosophie ; autrement, tout s'effiloche dans une histoire nominaliste, un relativisme historiciste pour lequel il n'y aura que des situations particulières. Je combats là-dessus à toute force Foucault, le plus Français de tous les Français en philosophie. Je prends le concept de scolastique, mais ce concept ne doit pas faire peur : il existe une scolastique contemporaine : le concept de scolastique signifie que tout le monde a une idée implicite et immédiate de ce que veulent dire certaines sortes de questions et de leur importance relative.

E. P. et D. A. : Permettez une question un peu excentrée sur le débat entre philosophie analytique et philosophie continentale, mais qui ne l'est pas totalement si l'on pense que cette opposition recoupe en partie l'opposition de la philosophie générale et de l'histoire de la philosophie. Pensez-vous qu'il y a toujours une guerre entre philosophie continentale et philosophie analytique ? Beaucoup de vos textes ont été publiés dans un contexte de tensions, mais il nous semble qu'aujourd'hui nous soyons moins touchés.

P. E. : Il est vrai que ce que j'ai écrit correspond à l'expérience que j'ai connue : quand je proposais un article de philosophie analytique à une revue française, elle n'en voulait pas : il y avait des effets de censure, et certains collègues disaient que je ne faisais pas de philosophie. C'était la situation jusqu'à 2010. Depuis dix ans les choses vont mieux, mais il y a toujours une grande incompréhension. La nécessité de faire sa thèse en histoire de la philosophie est toujours prégnante, il faut un ancrage historique quasi exclusif aux problèmes qu'on pose :

ce point perdure. Ce qui perdure encore, c'est la méconnaissance de la philosophie analytique à l'intérieur de la philosophie française : on connaît certaines choses mais on n'en a qu'une idée partielle. Si l'on appelle philosophie analytique celle d'auteurs comme Putnam et Quine, alors certes ils sont mieux connus qu'autrefois, mais un grand nombre de débats importants restent incompréhensibles aux Français. Mais de leur côté les Américains ne comprennent rien non plus à notre philosophie post-heideggérienne ou post-quelque chose mais on ne sait pas post-quoi. Pourtant, on peut adapter le vocabulaire et constater des problèmes communs : la première phénoménologie est la même chose que la philosophie analytique, les catégories sont les mêmes et les auteurs parlent des mêmes problèmes : il y a des points communs et des différences mais on ne peut qu'être frappé par une grande proximité entre les origines de la philosophie analytique et les origines de la phénoménologie, notamment en Autriche. Il n'y a pas de différence entre ce dont parle Brentano et ce dont discutaient Frege et Russell à leur époque : il y avait un référentiel commun, et en ce sens il n'y a pas de philosophie analytique distincte de la philosophie continentale. Et pourtant ! songez qu'il n'existe toujours pas en France de revue de philosophie analytique⁶ ; il y a bien une société que j'ai fondée, des collections très marginales, etc., mais toujours pas de revue. Il faut d'ailleurs ajouter qu'il n'y a plus de doctrine analytique au sens propre, elle s'est beaucoup diluée et n'existe quasiment plus, tant de choses courent sous cette bannière qu'on ne sait plus vraiment ce qu'est la philosophie analytique.

E. P. et D. A. : Revenons une dernière fois à votre article du *Débat*. Vous déploriez l'amoindrissement du rôle de la philosophie, reléguée au rang de passerelle interdisciplinaire. La situation a-t-elle changé, s'est-elle aggravée depuis 1998 ?

P. E. : Je voudrais d'abord dissiper la confusion entre philosophie générale et philosophie. La plupart de ceux qui enseignent la philosophie générale croient enseigner un concentré de ce que doit être la philosophie. Donc par ricochet toutes les ambiguïtés de la philosophie (vague, extension indéfinie) s'appliquent aussi à la philosophie générale. En ce qui me concerne, je suis parti sur l'idée que nous

6. Sauf sans doute la revue nantaise *Igitur*, qui reste confidentielle : www.igitur.org/

sommes des professionnels de la philosophie et que nous interrogeons sur les parties de la philosophie qui constituent le *vade-mecum* de base de l'enseignement de la philosophie. C'est notre problème, à nous, les professeurs de la philosophie. Mais tout ceci est distinct de la situation générale du succès de la philosophie : la philosophie est devenue l'objet d'une demande, elle appartient à l'espace public en général ; chacun signe en se disant « écrivain *et philosophe* » : la philosophie est devenue une « discipline glue », une « discipline *blob* ». C'est une situation relativement nouvelle, que j'associerai historiquement avec le déclin de la philosophie en terminale et la perte de repères et de références. À quoi il faut ajouter les aventures médiatiques, les *condottieri* de la philosophie (Onfray et d'autres) qui ont conquis un terrain et façonné les choses à leur image ; mais c'est arrivé à toutes les époques : Alain a dominé l'entre-deux-guerres au point que quand on disait philosophe on pensait plutôt à Alain qu'à Léon Brunschvicg, qui lui était le philosophe professionnel. Bergson est devenu un philosophe semi-populaire contre une université massivement néokantienne. Mais aujourd'hui, la philosophie est devenue tellement populaire qu'elle veut dire à peu près n'importe quoi. Si bien que ça rend l'enseignement de la philosophie difficile : autrefois on pouvait faire fonds sur un entendement global de ce qu'est la philosophie, il n'y avait pas de rivaux ; aujourd'hui le professeur est concurrencé par toutes sortes d'approches extérieures. De ce point de vue les temps sont durs ; et dès lors la philosophie générale n'est pas la philosophie en général, elle est beaucoup plus spécifique que son nom l'indique.

E. P. et D. A. : Mais la responsabilité n'en incombe-t-elle pas aux professionnels ? Cette floraison de philosophes de télévision ne vient-elle pas de ce que les professionnels se sont repliés sur eux-mêmes et se sont hyperspécialisés ?

P. E. : Oui, c'est vrai, nous devrions être capables de nous adresser à tous, faire de la bonne vulgarisation et de la bonne philosophie accessible à tous. Nous sommes donc en partie responsables de la situation. Pour ma part, je considérerais, quand j'ai commencé à enseigner, que mon travail consistait à traduire, à écrire des articles, etc. pour donner une place à des auteurs et des sujets encore inconnus en France. Nous avions à conquérir un terrain, et il était très difficile de le populariser en même temps. Aujourd'hui peut-être que d'autres jeunes philosophes vont arriver à vulgariser correctement et ce n'est pas impossible à faire :

il existe de la très bonne philosophie propédeutique – le terme hégélien me va ! – qui ne sombre ni dans le médiatique ni le scolaire.

Si le domaine de la philosophie s'est restreint pour le grand public, c'est précisément parce que nous n'avons pas fait assez de philosophie générale !